



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

The Railway Belt and Peace River Block Act

S.C. 1930, c. 37

Loi de la Zone du chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix

S.C. 1930, ch. 37

Current to September 11, 2021

À jour au 11 septembre 2021

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to September 11, 2021. Any amendments that were not in force as of September 11, 2021 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 11 septembre 2021. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 11 septembre 2021 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act respecting the transfer of the Railway Belt and the Peace River Block

- 1** Short title
- 2** Agreement confirmed

SCHEDULE

Memorandum of Agreement

SCHEDULE ONE

Wharf Locations

SCHEDULE TWO

National Parks

TABLE ANALYTIQUE

Loi concernant le transfert de la Zone du chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix

- 1** Titre abrégé
- 2** Convention ratifiée

ANNEXE

Convention

PREMIÈRE ANNEXE

Emplacements de quais

DEUXIÈME ANNEXE

Parcs nationaux



S.C. 1930, c. 37

**An Act respecting the transfer of the
Railway Belt and the Peace River Block**

[Assented to 30th May 1930]

His Majesty by, and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1 This Act may be cited as *The Railway Belt and Peace River Block Act*.

Agreement confirmed

2 The agreement set out in the schedule hereto is hereby approved.

S.C. 1930, ch. 37

**Loi concernant le transfert de la Zone du
chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix**

[Sanctionnée le 30 mai 1930]

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

Titre abrégé

1 La présente loi peut être citée sous le titre : *Loi de la Zone du chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix*.

Convention ratifiée

2 La convention énoncée à l'annexe ci-jointe est par les présentes approuvée.

SCHEDULE

Memorandum of Agreement

Made this twentieth day of February, 1930.

BETWEEN:

THE GOVERNMENT OF THE DOMINION OF CANADA, represented herein by the Honourable Ernest Lapointe, Minister of Justice, and the Honourable Charles Stewart, Minister of the Interior,

of the First Part,

AND

THE GOVERNMENT OF THE PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA, represented herein by the Honourable Simon Fraser Tolmie, Premier and Minister of Railways of the said Province, and the Honourable Frederick Parker Burden, Minister of Lands thereof,

of the Second Part.

WHEREAS pursuant to paragraph eleven of the Terms of Union between the Dominion of Canada and the then Colony of British Columbia and to certain statutes of the Legislature of the Province of British Columbia, being chapter eleven of the statutes of the year eighteen hundred and eighty, chapter fourteen of the statutes of the year eighteen hundred and eighty-three, and chapter fourteen of the statutes of the year eighteen hundred and eighty-four, there were granted by the Province to Canada certain Crown lands in the Province by way of consideration for Canada's undertaking to secure the construction of a railway to connect the seaboard of the Province with the railway system of Canada and of Canada's paying to the Province from the date of the Union an annual sum of one hundred thousand dollars, the said Crown lands being defined in the statutes aforesaid and having become known as the Railway Belt and the Peace River Block;

AND WHEREAS a railway such as is described in paragraph eleven of the Terms of Union has been duly constructed and is in operation, and the Province has requested the re-transfer to it of such of the lands in the said Railway Belt and Peace River Block as remain unalienated;

AND WHEREAS the Honourable W. M. Martin, one of the Judges of the Court of Appeal for the Province of Saskatchewan, having by Order in Council dated the eighth day of March, 1927 (P.C. 422) been appointed a commissioner under Part One of the *Inquiries Act* to receive and inquire into the arguments of the Government of the Province of British Columbia in support of its claim for the reconveyance of the said lands to the Province, submitted his report as such commissioner in which he expressed the opinion that the Province could not by reason of its own agreements and statutes advance any legal claim, but that its request should be considered from the standpoint of fairness and justice rather than from the strictly legal and contractual position, and in which he recommended that the said lands should be restored;

AND WHEREAS Canada has agreed accordingly to re-transfer the said lands to the Province on the terms hereinafter set out.

ANNEXE

Convention

conclue ce vingtième jour de février 1930

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU DOMINION DU CANADA, représenté aux présentes par l'honorable Ernest Lapointe, ministre de la Justice, et l'honorable Charles Stewart, ministre de l'Intérieur,

d'une part,

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE, représenté aux présentes par l'honorable Simon Fraser Tolmie, premier ministre et ministre des Chemins de fer de ladite province, et l'honorable Frederick Parker Burden, ministre des Terres de la même province,

d'autre part.

CONSIDÉRANT que, en conformité du paragraphe onze des Conditions de l'Union entre le Dominion du Canada et la Colonie d'alors de la Colombie britannique, et de certaines lois de la Législature de la province de la Colombie britannique, étant le chapitre onze du statut de l'année mil huit cent quatre-vingt, le chapitre quatorze du statut de l'année mil huit cent quatre-vingt-trois, et le chapitre quatorze de l'année mil huit cent quatre-vingt-quatre, la province a concédé au Canada certaines terres de la Couronne situées dans la province en considération du fait que le Canada a entrepris d'assurer la construction d'un chemin de fer pour relier le littoral de la province au réseau ferroviaire du Canada, et vu que le Canada a versé à la province à compter de la date de l'Union une somme annuelle de cent mille dollars, lesdites terres de la Couronne étant définies dans les lois susdites et étant connues sous le nom de Zone du chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix;

ET CONSIDÉRANT que le chemin de fer décrit au paragraphe onze des Conditions de l'Union a été dûment construit et est en service, et que la province a demandé que lui soient transférées de nouveau les terres situées dans ladite Zone du chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix, qui demeurent inaliénées;

ET CONSIDÉRANT que l'honorable W. M. Martin, un des juges de la Cour d'appel de la province de la Saskatchewan, en vertu d'un arrêté en conseil en date du huitième jour de mars 1927 (C.P. 422), a été nommé commissaire sous le régime de la Partie Un de la *Loi des enquêtes*, pour recevoir et étudier les arguments du gouvernement de la province de la Colombie britannique à l'appui de sa réclamation en faveur du nouveau transfert desdites terres de la province, a soumis son rapport à titre de commissaire, dans lequel il exprime l'opinion que la province, en raison de ses propres conventions et lois, ne peut prétendre à aucune réclamation légale, mais que sa requête devrait être considérée du point de vue de l'équité et de la justice plutôt que du point de vue strictement légal et contractuel, et dans lequel il recommande que lesdites terres devaient être remises;

ET CONSIDÉRANT que le Canada a consenti, en conséquence, à transférer de nouveau lesdites terres à la province, aux conditions ci-dessous énoncées;

Now this Agreement Witnesseth that the parties have agreed as follows:

Transfer of Railway Belt and Peace River Block Generally

1 Subject as hereinafter provided, all and every interest of Canada in the lands granted by the Province to Canada as hereinbefore recited are hereby re-transferred by Canada to the Province and shall, from and after the date of the coming into force of this agreement, be subject to the laws of the Province then in force relating to the administration of Crown lands therein.

2 Any payment received by Canada before the coming into force of this agreement in respect of any interest in the said lands shall continue to belong to Canada, whether paid in advance or otherwise, without any obligation on the part of Canada to account to the Province therefor, and the Province shall be entitled to receive and retain any such payment made after the coming into force of this agreement without accounting to Canada therefor.

3 The Province will carry out in accordance with the terms thereof every contract to purchase or lease any interest in any of the lands hereby transferred and every other arrangement whereby any person has become entitled to any interest therein as against Canada, and will perform every obligation of Canada arising by virtue of the provisions of any statute or order in council or regulation affecting the said lands hereby transferred to any person entitled to a grant of lands by way of subsidy for the construction of railways or otherwise, or to any railway company for grants of land for right of way, roadbed, stations, station grounds, workshops, buildings, yards, ballast pits or other appurtenances.

4 Any power or right which, by any agreement or other arrangement relating to any interest in the lands hereby transferred or by any Act of the Parliament of Canada relating to the said lands, or by any regulation made under any such Act, is reserved to the Governor in Council, or to the Minister of the Interior or any other officer of the Government of Canada, may be exercised by the Lieutenant-Governor of the Province in Council or by such officer of the Government of the Province as is authorized to exercise similar powers or rights under the laws of the Province relating to the administration of Crown lands therein.

5 The application to the lands hereby transferred of the laws of the Province relating to the administration of Crown lands therein, as hereinbefore provided, shall not be deemed to affect the terms of any alienation by Canada of any interest in the said lands or of any agreement made by Canada for such alienation, or the rights to which any person may have become entitled as aforesaid.

À CES CAUSES la présente convention fait foi que les parties se sont entendues comme suit :

Transfert de la Zone du chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix en termes généraux

1 Subordonnement aux dispositions qui suivent, tout et chaque intérêt du Canada dans les terres que la province a concédées au Canada, tel qu'énoncé ci-dessus, est par les présentes transféré de nouveau à la province par le Canada, et, à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, sera assujéti aux lois de la province, alors en vigueur, relatives à l'administration des terres de la Couronne qui y sont situées.

2 Tout paiement reçu par le Canada avant l'entrée en vigueur de la présente convention au sujet d'un intérêt quelconque dans lesdites terres continuera d'appartenir au Canada, qu'il ait été fait d'avance ou autrement, sans obligation pour le Canada de rendre compte à la province de ce chef, et la province aura le droit de recevoir et de retenir tout paiement semblable effectué après l'entrée en vigueur de la présente convention sans en rendre compte au Canada.

3 La province, d'accord avec les conditions stipulées aux présentes, exécutera tout contrat d'achat ou de location d'un intérêt dans l'une quelconque des terres par les présentes transférées et tout autre arrangement en vertu duquel une personne a été investie d'un intérêt dans les susdites à l'encontre du Canada, et elle devra satisfaire à toute obligation du Canada résultant des dispositions de quelque loi, arrêté en conseil ou règlement concernant les terres publiques qu'il est tenu d'administrer de ce chef, envers toute personne ayant droit à une concession de terrains par voie de subvention pour la construction de chemins de fer ou autrement, ou envers une compagnie de chemin de fer à l'égard de concessions de terrains pour emprise, terrassements, gares, terrains de stations, ateliers, bâtiments, parcs, carrières de ballast ou autres dépendances.

4 Tout pouvoir ou droit qui, par une convention ou autre arrangement relatif à un intérêt quelconque dans les terres transférées par les présentes, ou par une loi du Parlement du Canada se rapportant auxdites terres, ou par un règlement édicté en exécution de ladite loi, est réservé au gouverneur en son conseil ou au ministre de l'Intérieur ou à tout autre fonctionnaire du gouvernement du Canada, peut être exercé par le lieutenant-gouverneur en son conseil de la province ou par tout autre fonctionnaire du gouvernement de la province autorisé à exercer des pouvoirs ou droits semblables sous le régime des lois de la province portant sur l'administration des terres de la Couronne qui y sont situées.

5 L'application aux terres transférées par les présentes des lois de la province portant sur l'administration des terres de la Couronne y situées, tel que ci-dessus prévu, ne sera pas censée porter atteinte aux termes de quelque aliénation par le Canada d'un intérêt dans lesdites terres ou de quelque convention conclue par le Canada pour cette aliénation, ni aux droits dont une personne a pu être investie comme susdit.

Ordnance and Admiralty Lands

6 Nothing in this agreement shall be interpreted as affecting or transferring to the Province any ordnance or admiralty lands included in the Railway Belt which have been or are hereafter transferred or surrendered to Canada by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Ireland or of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

7 All ordnance and admiralty lands which were set aside as such before the sixteenth day of May, eighteen hundred and seventy-one, and which have been or are hereafter transferred or surrendered to Canada as aforesaid, whether the same lie within or without the said Railway Belt, shall continue to be vested in and administered by the Government of Canada for the purposes of Canada, provided, however, that Canada shall recognize and confirm any alienation of any part of the said lands heretofore made by the Province and shall perform and execute every obligation of the Province which has arisen with respect to any part of the said lands by virtue of any agreement made by the Province in respect thereof, or by virtue of any Act of the Legislature of the Province or of any order in council or regulation made under the authority of any such Act.

8 The location and boundaries of the several parcels of ordnance and admiralty lands aforesaid shall be referred for determination to two persons, one of whom shall be appointed by the Governor General in Council, and one by the Lieutenant-Governor in Council, and in the event of a disagreement between the said two persons, an umpire shall be selected by agreement between the Minister of Justice for Canada and the Attorney-General of British Columbia.

Public Works

9 Notwithstanding anything in the foregoing paragraphs of this agreement, Canada shall retain the wharves and wharf sites situate within the Railway Belt and specified in Schedule One to this agreement, together with the lands adjacent thereto which are required for the convenient use of any such wharf or wharf site; the boundaries of the parcels of land reserved to Canada under this clause shall be ascertained and defined by agreement between Canada and the Province as soon as convenient.

10 Forthwith upon any of the said parcels of land ceasing to be required for use as a wharf site, such parcel shall revert to and become the property of the Province.

Harbours

11 Nothing in the foregoing paragraphs of this agreement shall extend to the foreshores or beds of harbours heretofore established within the Railway Belt, but the said foreshores and beds shall continue to be vested in Canada, and there shall in addition be reserved and retained by Canada the foreshores and beds of the Fraser River and the Pitt River lying above the eastern boundaries of New Westminster Harbour and below lines to be ascertained and defined by agreement at the junction of Kanaka Creek with the Fraser River and at the point of the exit of the Pitt River from Pitt Lake.

Terres de l'artillerie et de l'amirauté

6 Rien dans la présente convention ne doit s'interpréter de manière à affecter ou à transférer à la province les terres de l'Artillerie ou de l'Amirauté, comprises dans la Zone du chemin de fer, qui ont été transférées ou remises au Canada, ou le seront dans la suite, par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande.

7 Toutes les terres de l'Artillerie et de l'Amirauté qui ont été, à ce titre, mises à part avant le seizième jour de mai mil huit cent soixante et onze et qui ont été transférées ou remises au Canada ou le seront dans la suite, comme susdit, qu'elles soient situées dans les limites ou hors des limites de ladite Zone du chemin de fer, continueront d'appartenir au gouvernement du Canada et d'être administrées par lui pour les fins du Canada; toutefois, le Canada devra reconnaître et confirmer toute aliénation d'une partie quelconque desdites terres faite jusqu'ici par la province, et il devra accomplir et exécuter toute obligation de la province ayant pris naissance à l'égard de toute partie desdites terres en vertu d'une convention conclue de ce chef par la province, ou en vertu d'une loi de la Législature de la province ou d'un arrêté en conseil rendu ou d'un règlement édicté sous l'autorité de ladite loi.

8 La question de l'emplacement et des limites des divers lots de terres de l'Artillerie et de l'Amirauté susdites doit être réglée par deux personnes, dont l'une sera nommée par le gouverneur général en son conseil et l'autre par le lieutenant-gouverneur en son conseil, et, advenant un dissentiment entre lesdites deux personnes, un arbitre sera choisi d'un commun accord entre le ministre de la Justice du Canada et le procureur général de la Colombie britannique.

Travaux publics

9 Par dérogation aux dispositions des paragraphes précédents de la présente convention, le Canada retiendra les quais et emplacements de quai situés dans la Zone du chemin de fer et spécifiés à la première annexe de la présente convention, ainsi que les terres y adjacentes qui sont requises pour l'usage commode de ces quais ou emplacements de quai; les limites des lopins de terre réservés au Canada en vertu de la présente clause devront être constatées et définies d'un commun accord par le Canada et la province dès la première occasion favorable.

10 Dès que l'un desdits lopins de terre cessera de servir d'emplacement de quai, ce lopin retournera à la province et en deviendra son bien.

Ports

11 Nulle disposition des paragraphes précédents de la présente convention ne s'étendra aux plages ou lits des ports établis jusqu'ici dans les limites de la Zone du chemin de fer, mais ces plages et lits continueront d'appartenir au Canada, et le Canada réservera et retiendra en outre les plages et lits du fleuve Fraser et de la rivière Pitt, situés en amont des limites orientales de New-Westminster-Harbour et en aval de lignes à marquer et à définir par convention au confluent de la crique Kanaka et du fleuve Fraser et au point où la rivière Pitt sort du lac Pitt.

Sumas Dyking Lands

12 The Province will grant and assure to the Canadian Pacific Railway Company the lands occupied or required by it for the purpose of the construction and operation of its railway in that part of the Railway Belt hereinbefore referred to which is known as the Sumas Dyking Lands, in such manner that the said Company may obtain a registered title to the said lands in fee simple free from encumbrance.

Indian Reserves

13 Nothing in this agreement shall extend to the lands included within Indian reserves in the Railway Belt and the Peace River Block, but the said reserves shall continue to be vested in Canada in trust for the Indians on the terms and conditions set out in a certain order of the Governor General of Canada in Council approved on the 3rd day of February, 1930 (P.C. 208).

Parks

14 Nothing in the foregoing clauses of this agreement shall be construed as re-transferring to the Province any interest of Canada in any of the lands forming part of the Railway Belt which are included within any of the national parks described in Schedule Two to this agreement.

15 In order that the said national parks may be administered by Canada as such, all the rights of the Crown in all the lands, mines and minerals (precious and base) and the royalties incident thereto within any of the said parks are hereby vested in Canada, so far as they are not already so vested.

16 The Parliament of Canada shall have exclusive legislative jurisdiction within the whole area included within the outer boundaries of each of the said parks, notwithstanding that portions of any such area may not form part of the park proper, and the laws now in force within such areas shall continue so in force only until changed by the Parliament of Canada or under its authority, provided, however, that all laws of the Province now or hereafter in force, which are not repugnant to any law or regulation made applicable within the said areas or any of them by or under the authority of the Parliament of Canada, shall extend to and be enforced within the same, and that all general taxing acts passed by the Province shall apply within the same unless expressly excluded from application therein by or under the authority of the Parliament of Canada.

17 On the termination, by effluxion of time or surrender or otherwise, of any interest in any lands included within any of the said areas which is outstanding in any person at the date of the coming into force of this agreement, the lands in which such interest existed shall vest in and shall thereafter be administered by Canada as part of the national park within the outer boundaries of which such lands lie.

18 All rights of the Crown in any waters within the said parks shall be vested in and administered by Canada, and the Province will not by works outside any such park reduce the flow of water in any of the rivers or streams within the said

Terrains endigués de Sumas

12 La province concédera et assurera à la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique les terres que cette dernière occupe ou dont elle a besoin pour la construction et la mise en service de son chemin de fer dans la partie de la Zone du chemin de fer mentionnée ci-dessus et qui est connue sous le nom de Terrains endigués de Sumas, de telle manière que ladite compagnie puisse obtenir un titre enregistré auxdites terres en toute propriété et libre de toute servitude.

Réserves indiennes

13 Nulle disposition de la présente convention ne s'étendra aux terres comprises dans les réserves indiennes de la Zone du chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix, mais lesdites réserves continueront d'appartenir au Canada en fiducie pour les Indiens aux termes et conditions énoncés dans un certain arrêté du gouverneur général du Canada en son conseil, approuvé le 3^e jour de février 1930 (C.P. 208).

Parcs

14 Nulle disposition des clauses ci-dessus de la présente convention ne doit s'interpréter de manière à transférer de nouveau à la province un intérêt du Canada dans une des terres qui font partie de la Zone du chemin de fer et qui sont comprises dans l'un des parcs nationaux décrits à la deuxième annexe de la présente convention.

15 Afin que lesdits parcs nationaux puissent être administrés par le Canada comme tels, tous les droits de la Couronne dans les terres, mines et minéraux (précieux et vils) et les redevances y afférentes dans les limites de l'un desdits parcs, seront par les présentes dévolus au Canada en tant qu'ils ne le sont pas déjà.

16 Le Parlement du Canada possédera une juridiction législative exclusive dans toute la zone comprise dans les limites extérieures de chacun desdits parcs, nonobstant le fait que des portions de cette zone puissent ne pas faire partie du parc lui-même et les lois actuellement en vigueur dans lesdites zones continueront de l'être à moins qu'elles ne soient changées par le Parlement du Canada ou sous son autorité; cependant, toutes les lois de la province actuellement en vigueur ou qui le deviendront et qui ne répugnent à aucune loi ou à aucun règlement dont l'application dans ladite zone a été décrétée par ou sous l'autorité du Parlement du Canada s'étendront à ladite zone et y seront exécutoires, et toutes les lois générales d'impôt adoptées par la province s'y appliqueront, à moins que leur application n'en soit expressément exclue par ou sous l'autorité du Parlement du Canada.

17 À l'expiration, par écoulement de temps ou cession, ou autrement, d'un intérêt dans des terres comprises dans l'une desdites zones qui subsiste pour le compte d'une personne à l'entrée en vigueur de la présente convention, les terres pour lesquelles cet intérêt existait seront dévolues au Canada et seront ensuite administrées par lui comme partie du parc national dans les limites extérieures duquel sont situées ces terres.

18 Tous les droits de la Couronne dans des eaux situées dans lesdits parcs seront dévolus au Canada et administrés par lui, et la province ne réduira d'aucune manière, par des ouvrages érigés en dehors de l'un quelconque de ces parcs, le débit des

park to less than the flow which the Minister of the Interior may deem necessary adequately to preserve the scenic beauty of the said park.

19 In the event of the Parliament of Canada at any time declaring that any of the said areas or any part of any of them are no longer required for national park purposes, the lands, mines, minerals (precious and base) and the royalties incident thereto specified in any such declaration shall forthwith upon the making thereof belong to the Province and the provisions of paragraphs one to five of this agreement shall apply thereto as from the date of such declaration.

20 In the event of its being hereafter agreed by Canada and the Province that any area or areas of land in the Province, in addition to those specified in Schedule Two to this agreement, should be set aside as national parks and be administered by Canada, the foregoing provisions of this agreement on the subject of parks may be applied to such area or areas with such modification as may be agreed upon.

Soldiers' Settlement Lands

21 Nothing in this agreement shall have the effect of transferring to the Province the interest of Canada in any part of the said lands upon the security of which any advance has been made under the provisions of the *Soldier Settlement Act*, being chapter 188 of the Revised Statutes of Canada, 1927, and amending Acts, until after the provisions of the said Act have ceased to apply to or affect the said lands.

Historic Sites and Bird Sanctuaries

22 The Province will not dispose of any historic site which is notified to it by Canada as such and which Canada undertakes to maintain as an historic site. The Province will further continue and preserve as such the bird sanctuaries which have been already established by Canada in the Railway Belt or Peace River Block, and will set aside such additional bird sanctuaries as may hereafter be established by agreement between the Minister of the Interior and the Attorney-General or such other Minister of the Province as may be specified under the laws thereof.

General Reservation to Canada

23 Except as herein otherwise expressly provided, nothing in this agreement shall be interpreted as applying so as to affect or transfer to the administration of the Province

(a) any lands for which Crown grants have been made and registered under *The Land Registry Act* of the Province and of which His Majesty the King in the right of His Dominion of Canada is, or is entitled to become, the registered owner at the date upon which this agreement comes into force, or

(b) any ungranted lands of the Crown upon which public money of Canada has been expended or which are, at the date upon which this agreement comes into force, in use or

rivières ou cours d'eau qui s'y trouvent, à un débit inférieur à celui que le ministre de l'Intérieur peut juger nécessaire pour conserver suffisamment la valeur pittoresque dudit parc.

19 Advenant le cas où le Parlement du Canada déclarerait à quelque époque que ce soit, que lesdites zones ou une de leurs parties ne sont plus requises pour les fins d'un parc national, les terres, mines, minéraux (précieux et vils) et les redevances y afférentes, mentionnés dans cette déclaration, appartiendront immédiatement de ce chef à la province, et les dispositions des paragraphes un à cinq de la présente convention s'y appliqueront à compter de la date de cette déclaration.

20 Advenant que le Canada et la province conviennent dans la suite que toute étendue ou toutes étendues de terre dans la province, outre celles qui sont mentionnées à la deuxième annexe de la présente convention, devraient être mises à part comme parcs nationaux et être administrées par le Canada, les dispositions précédentes de la présente convention au sujet des parcs pourront s'appliquer à cette étendue ou à ces étendues sous réserve de toute modification à apporter d'un commun accord.

Terres d'établissement de soldats

21 Nulle disposition de la présente convention ne devra avoir l'effet de transférer à la province l'intérêt du Canada dans une partie desdites terres, sur la valeur desquelles une avance de fonds a été consentie en vertu des dispositions de la *Loi d'établissement de soldats*, chapitre 188 des Statuts révisés du Canada, 1927, et des lois modificatrices, tant que les dispositions de ladite loi n'auront pas cessé de s'appliquer ou de se rapporter auxdites terres.

Sites historiques, sanctuaires pour les oiseaux, etc.

22 La province ne disposera d'aucun site historique que le Canada lui a notifié comme tel et que le Canada entend maintenir comme site historique. La province maintiendra et préservera, en outre, les sanctuaires pour les oiseaux qui sont déjà établis par le Canada dans la Zone du chemin de fer ou le Bloc de la rivière La Paix, et elle mettra à part les sanctuaires additionnels pour les oiseaux qui pourront dans la suite être établis de consentement mutuel entre le ministre de l'Intérieur et le procureur général ou tout autre ministre de la province qui peut être désigné en vertu des lois provinciales.

Réserve générale au Canada

23 Sauf dispositions expressément contraires des présentes, rien dans la présente convention ne doit s'interpréter comme s'appliquant de manière à affecter ou à transférer à l'administration de la province

a) des terres pour lesquelles des concessions de la Couronne ont été faites et enregistrées en vertu de *The Land Registry Act* de la province et dont Sa Majesté le Roi pour le compte de Son Dominion du Canada est le propriétaire enregistré ou a le droit de le devenir à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, ou

b) des terres non concédées de la Couronne pour lesquelles des deniers publics du Canada ont été dépensés ou

reserved by Canada for the purpose of the federal administration.

Subsidy Continued

24 Notwithstanding the re-transfer of the hereinbefore recited lands, Canada will continue to pay annually to the Province, by half-yearly payments on the first days of January and July in each year, the sum of one hundred thousand dollars, as provided in paragraph eleven of the Terms of Union aforesaid.

Records

25 Canada will, after the coming into force of this agreement, deliver to the Province from time to time at the request of the Province the originals or complete copies of all records in any department of the Government of Canada relating exclusively to any dealings with any of the lands hereby retransferred to the Province and will give to the Province access to all other records, documents or entries relating to any such dealings and permit to be copied by the Province any of the documents required by it for the effective administration of the lands hereby transferred.

Amendment of Agreement

26 The foregoing provisions of this agreement may be varied by agreement confirmed by concurrent statutes of the Parliament of Canada and the Legislature of the Province.

When Agreement Comes Into Force

27 This agreement is made subject to its being approved by the Parliament of Canada and by the Legislature of the Province of British Columbia, and shall take effect on the first day of the calendar month beginning next after the day upon which His Majesty gives His Assent to an Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland confirming the same.

IN WITNESS WHEREOF the Honourable Ernest Lapointe, Minister of Justice, and the Honourable Charles Stewart, Minister of the Interior, have hereunto set their hands on behalf of the Dominion of Canada, and the Honourable Simon Fraser Tolmie, Premier and Minister of Railways of the said Province, and the Honourable Frederick Parker Burden, Minister of Lands thereof, have hereunto set their hands on behalf of the Province of British Columbia.

Signed on behalf of the
Government of Canada by
the Honourable Ernest Lapointe,
Minister of Justice, and
the Honourable Charles Stewart,
Minister of the Interior,
in the presence of

ERNEST LAPOINTE
} CHARLES STEWART

O. M. BIGGAR.

qui sont, à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, en usage ou réservées par le Canada pour les fins de l'administration fédérale.

Maintien du subside

24 Nonobstant le retransfert des terres mentionnées ci-dessus, le Canada continuera de verser chaque année à la province, en paiements semestriels, les premiers janvier et juillet de chaque année, la somme de cent mille dollars prévue au paragraphe onze des Conditions de l'Union susdites.

Archives

25 Après l'entrée en vigueur de la présente convention, le Canada remettra au besoin à la province, à la demande de cette dernière, les originaux ou exemplaires complets de toutes les archives qui se trouvent dans un ministère du gouvernement du Canada et qui ont trait exclusivement aux affaires concernant les terres retransférées par les présentes à la province, et il permettra à la province d'avoir accès à tous autres dossiers, documents ou registres se rapportant auxdites affaires, et il autorisera la province à prendre copie de tous les documents dont elle aura besoin pour l'administration efficace des terres transférées par les présentes.

Modification de la convention

26 Les dispositions précédentes de la présente convention peuvent être changées d'un commun accord ratifié par des lois concurrentes du Parlement du Canada et de la législature de la province.

Quand la convention devient exécutoire

27 La présente convention est assujettie à son approbation par le Parlement du Canada et par la Législature de la province de la Colombie britannique, et elle entrera en vigueur le premier jour du mois civil commençant immédiatement après le jour où Sa Majesté a donné Son assentiment à une Loi du Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande la ratifiant.

EN FOI DE QUOI l'honorable Ernest Lapointe, ministre de la Justice, et l'honorable Charles Stewart, ministre de l'Intérieur, ont ci-dessous apposé leur seing au nom du Dominion du Canada, et l'honorable Simon Fraser Tolmie, premier ministre et ministre des Chemins de fer de ladite province, et l'honorable Frederick Parker Burden, ministre des Terres de ladite province, ont apposé ci-dessous leur seing au nom de la province de la Colombie britannique.

Signé, au nom du gouvernement
du Canada, par
l'honorable Ernest Lapointe,
ministre de la Justice, et
l'honorable Charles Stewart,
ministre de l'Intérieur,
en présence de

ERNEST LAPOINTE
} CHARLES STEWART

O. M. BIGGAR.

Signed on behalf of the Government
of British Columbia by the
Honourable Simon Fraser Tolmie, Premi
er and Minister of Railways thereof, and
the Honourable Frederick Parker Burden,
Minister of Lands thereof.

} S. F. TOLMIE
F. P. BURDEN

R. H. POOLEY,
Attorney-General.
N. S. LOUGHEED,
Minister of Public Works.
H. CATHCART,
Deputy Minister of Lands.
OSCAR C. BASS,
Deputy Attorney-General.

Signé, au nom de la province de la
Colombie britannique, par
l'honorable Simon Fraser Tolmie,
premier ministre et ministre des
Chemins de fer de ladite province,
et l'honorable Frederick Parker
Burden, ministre des Terres de
ladite province.

} S. F. TOLMIE
F. P. BURDEN

R. H. POOLEY,
Procureur général.
N. S. LOUGHEED,
Ministre des Travaux publics.
H. CATHCART,
Sous-ministre des Terres.
OSCAR C. BASS,
Procureur général adjoint.

SCHEDULE ONE

Wharf Locations

Brownsville	Riverside
Coquitlam	Mission
Port Coquitlam	Hatzie
Minnekahda	Dewdney
Harris Road	Murphy's Landing
Hammond	Magars Landing
Port Moody	Sumas
loco	Chilliwack Upper Landing
Haney	Minto Landing
Albion	Anglemont
Whonnock	Blind Bay
Ruskin	Canoe
Donatella	Celista
Barnston Island	Chase
Port Kells	Eagle Bay
Gordon Road	Wanlock
McAdams	Glenedon
Langley	Magna Bay
McIvers	Sicamous
McKays	Salmon Arm
Glen Valley	Seymour Arm
Marsh's	Sorrento
Mount Lehman	Scotch Creek
Matsqui	Pritchard
S. F. T.	E. L.
F. P. B.	C. S.

PREMIÈRE ANNEXE

Emplacements de quais

Brownsville	Riverside
Coquitlam	Mission
Port Coquitlam	Hatzie
Minnekahda	Dewdney
Harris Road	Murphy's Landing
Hammond	Magars Landing
Port Moody	Sumas
loco	Chilliwack Upper Landing
Haney	Minto Landing
Albion	Anglemont
Whonnock	Blind Bay
Ruskin	Canoe
Donatella	Celista
Barnston Island	Chase
Port Kells	Eagle Bay
Gordon Road	Wanlock
McAdams	Glenedon
Langley	Magna Bay
McIvers	Sicamous
McKays	Salmon Arm
Glen Valley	Seymour Arm
Marsh's	Sorrento
Mount Lehman	Scotch Creek
Matsqui	Pritchard
S. F. T.	E. L.
F. P. B.	C. S.

SCHEDULE TWO

National Parks

- 1** Mount Revelstoke National Park, with the boundaries defined by the Proclamations based upon Orders in Council dated 28th April, 1914 (P.C. 1125); 5th May, 1920 (P.C. 985); 18th August, 1927 (P.C. 1645).
- 2** Glacier National Park, with the boundaries defined by the Proclamations based upon Orders in Council dated 8th June, 1911 (P.C. 1338); 12th August, 1911 (P.C. 1781); 11th February, 1930 (P.C. 134).
- 3** Yoho National Park, with the boundaries defined by the Proclamations based upon Orders in Council dated 8th June, 1911 (P.C. 1338); 21st April, 1920 (P.C. 828); 11th February, 1930 (P.C. 134).
- 4** Kootenay National Park as shown on a map certified by the Surveyor General of Canada on 1st February, 1928, and on file in the office of the Surveyor General, a copy thereof having been filed in the Department of Lands of the Province under number 7T 312.

S. F. T.
F. P. B.

E. L.
C. S.

DEUXIÈME ANNEXE

Parcs nationaux

- 1** Parc national du mont Revelstoke, avec les limites définies par les proclamations basées sur les arrêtés en conseil en date du 28 avril 1914 (C.P. 1125); 5 mai 1920 (C.P. 985); 18 août 1927 (C.P. 1645).
- 2** Parc national Glacier, avec les limites définies par les proclamations basées sur les arrêtés en conseil en date du 8 juin 1911 (C.P. 1338); 12 août 1911 (C.P. 1781); 11 février 1930 (C.P. 134).
- 3** Parc national Yoho, avec les limites définies par les proclamations basées sur les arrêtés en conseil en date du 8 juin 1911 (C.P. 1338); 21 avril 1920 (C.P. 828); 11 février 1930 (C.P. 134).
- 4** Parc national Kootenay, décrit sur la carte certifiée par l'arpenteur général du Canada le 1^{er} février 1928 et en dépôt dans le bureau de l'arpenteur général, un exemplaire de cette carte ayant été déposé au département des Terres de la province sous le numéro 7T 312.

S. F. T.
F. P. B.

E. L.
C. S.